



Le leader LFI annonce cinq propositions de loi d'ici février. @ Nicolas TUCAT / AFP

Dans une interview au "JDD", le leader de La France insoumise concède avoir perdu la "bataille des ordonnances", mais entend riposter dès février dans l'hémicycle.

S'il concède avoir perdu une bataille, Jean-Luc Mélenchon affirme ne pas avoir perdu pour autant la guerre face à Emmanuel Macron. "Nous avons perdu la bataille des ordonnances. La France insoumise a pourtant fait un maximum d'efforts : elle a convoqué les premiers rassemblements dès juillet, puis appelé à une marche qui a été un succès. Mais nous avons perdu", reconnaît le leader LFI dans une interview au Journal du Dimanche. Mais le député de Marseille entend malgré tout conserver sa place de premier opposant à Emmanuel Macron, parlant même d'un "devoir".

Cinq propositions de loi en février. "Beaucoup se jouera notamment sur l'école et la santé. Nous faisons tout pour encourager la résistance populaire. Pas question d'accepter de réserver l'université à quelques-uns (...) Même chose dans la santé : pas question de limiter l'accès aux soins", détaille Jean-Luc Mélenchon. Et le leader de La France insoumise d'annoncer que le groupe présentera au 1er février cinq propositions de loi à l'Assemblée nationale, portant sur "un référendum sur le Ceta, pour le récépissé afin de lutter contre le contrôle au faciès, sur la reconnaissance du burn-out comme maladie professionnelle, pour le droit de mourir dans la dignité et pour le droit à l'eau pour tous ».

"Le président des riches". Concernant les réformes engagées par l'exécutif depuis mai dernier, Jean-Luc Mélenchon estime que "Macron s'est d'abord affirmé comme le président des riches". "Voyez : les revenus les plus faibles du pays vont perdre 60euros tandis que les plus élevés vont en gagner 1.700... D'un côté la suppression de l'impôt sur la fortune, de l'autre l'augmentation de la CSG. École, hôpital : tout se disloque. C'est le gouvernement le plus féroce depuis longtemps", en juge-t-il. Et Mélenchon de conclure que le président "mène la politique dont (la droite) a toujours rêvé sans jamais oser aller au bout".



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Baisse de popularité pour Emmanuel Macron et Édouard Philippe, une première depuis octobre



Capture d'écran LCI

SONDAGE - La cote de popularité d'Emmanuel Macron, qui avait connu un rebond à la fin de l'année 2017, a chuté de deux points en janvier, selon un sondage Ifop pour le JDD. La confiance envers le Premier ministre Édouard Philippe a, elle, plus lourdement chuté (moins cinq points). Une première pour l'exécutif depuis octobre dernier.

La rédaction de LCI

La confiance envers Emmanuel Macron s'effrite. La cote de popularité du président de la République baisse de 2 points en janvier par rapport à celle de décembre à 50% d'opinions favorables tandis que celle d'Edouard Philippe chute de cinq points à 49%, selon un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche.

Ça reste mieux que Hollande et Sarkozy

Pour le chef de l'État, 44% des personnes interrogées se déclarent "plutôt satisfaites" tandis que 6% sont "très satisfaites". A l'inverse, 49% des sondés se montrent mécontents d'Emmanuel Macron parmi lesquels 29% de "plutôt mécontents" et 20% de "très mécontents". 1% des personnes interrogées ne se prononcent pas.

Il s'agit de la première baisse de popularité de Macron depuis octobre 2017, selon ces indices publiés mensuellement par le JDD. A la même période, François Hollande affichait une cote de popularité de 38% neuf mois après sa prise de fonction en 2012 et Nicolas Sarkozy de 47% à la même période après son élection en 2007.

Philippe passe sous les 50%

Pour le Premier ministre, 44% des sondés se déclarent "plutôt satisfaites" et 5% "très satisfaites". Parmi les 47% de mécontents, 31% se montrent "plutôt mécontents" et 16% "très mécontents". 4% des personnes interrogées ne se prononcent pas. C'est pour le chef du gouvernement aussi la première baisse de popularité depuis octobre dernier.

L'enquête a été menée par l'Ifop sur un échantillon de 1.947 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans, selon la méthode des quotas. La marge d'erreur est égale à 1,3%.

La rédaction de LCI

III) "Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle immigration" assure Manuel Valls

L'ancien Premier ministre, Manuel Valls, était l'invité de "Questions politiques" dimanche sur franceinfo, France Inter, en partenariat avec Le Monde. Sur l'immigration, il s'est dit "plutôt favorable à des quotas".



Manuel Valls dans l'émission "Questions politiques" le dimanche 21 janvier 2018. (FRANCEINFO)



franceinfo Radio France

Selon l'ancien Premier ministre, Manuel Valls, "nous n'avons pas besoin d'une nouvelle immigration". Le député apparenté LREM de l'Essonne était l'invité dimanche 21 janvier de "Questions politiques", l'émission politique de franceinfo avec France Inter en partenariat avec le journal Le Monde. "Je suis plutôt favorable à des quotas", a-t-il déclaré tout en précisant qu'il ne voulait pas de "quotas ethniques", mais pourquoi pas des quotas sur "les compétences". La question qu'il faut selon lui se poser c'est "de quels types de travailleurs nous avons besoin ? »



France Inter, @franceinter

@ManuelValls : "Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle immigration" #QuestionsPol

"Mais, au fond de moi, je pense que nous n'avons pas besoin à ce stade d'une nouvelle immigration", a continué Manuel Valls qui appelle à "durcir" et à "être beaucoup plus ferme" sur "le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne et avec le retour au pays d'origine des déboutés du droit d'asile".

Abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes

En tant que défenseur du projet d'aéroport, Manuel Valls a dit "regretter" la décision du gouvernement. "Je suis convaincu que pour le Grand Ouest (...) il fallait une nouvelle infrastructure, et c'était ce projet de Notre-Dame-des-Landes", a-t-il expliqué.

"Je crains que cela soit un signe donné sur

d'autres projets difficiles, complexes", a poursuivi le député apparenté LREM de l'Essonne Manuel Valls, quelques jours après la décision du gouvernement d'abandonner le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Il a cité le projet d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure (Meuse) et la LGV Lyon-Turin. Manuel Valls a dit craindre que "ce qu'on appelle les zadistes, cette contestation dure, violente à l'égard des riverains, des journalistes et des forces de l'ordre, trouvent là une manière de poursuivre des luttes particulièrement dures".

"Le processus de compensation qui va faire maintenant l'objet de discussions s'annonce difficile parce que, objectivement et modestement, je ne vois pas quelles sont les possibilités de compensation", a relevé Manuel Valls.



France Inter @franceinter
@ManuelValls sur NDDL : "Il aurait fallu évacuer cette ZAD" #QuestionsPol

Le député de l'Essonne a par ailleurs "regretté" que l'évacuation de la ZAD n'ait pas eu lieu en 2016, alors qu'il était encore Premier ministre. "Il y a eu une consultation avec une forte participation et une victoire du 'oui' qui a été claire sur le département de la Loire-Atlantique. Il aurait fallu évacuer cette ZAD quelques semaines après, à la rentrée 2016, pour donner à l'Etat toute l'autorité. Cela n'a pas été fait, je le regrette", a-t-il expliqué tout en se justifiant : "le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve considérait qu'engager autant de forces au moment où nous avions cette menace terroriste, c'était un risque. Cette décision n'a donc pas été prise. »

"Favorable à une amende forfaitaire" pour les consommateurs de cannabis

Dans "Questions politiques", Manuel Valls s'est dit "favorable à une amende forfaitaire délictuelle" pour punir les consommateurs de cannabis, comme le préconise un rapport parlementaire qui sera rendu public mercredi.

Pour l'ancien Premier ministre, "les policiers et les gendarmes sont favorables" à cette mesure qui "reste répressive" et qui "permet surtout de désengorger les tribunaux". Il a toutefois ajouté une condition : il faut que "la procédure pour établir cette contravention soit particulièrement légère".

Manuel Valls tient par ailleurs à ce que "la notion de délit" soit "maintenue".

Attention à ce que l'interdit, sur ce que représente le cannabis, sa dangerosité, ne soit pas levé. Il faut des politiques de santé massives sur ces questions-là

Manuel Valls

En tant qu'ancien Premier ministre, il se souvient avoir vu "les ravages du cannabis pour les collégiens".

francetvinfo.fr

IV) Enrico Letta : «Sur la question migratoire, l'esprit européen n'existe pas»



Enrico Letta, le 12 janvier à Paris. Photo Martin Colombet.Hans Lucas pour Libération

L'ancien chef du gouvernement italien, à l'initiative en 2013 d'opérations de sauvetage en mer, interpelle l'Union européenne sur le dossier des migrants. Il préconise «une nouvelle donne courageuse».

Chef du gouvernement italien d'avril 2013 à février 2014, Enrico Letta est aujourd'hui doyen de la Paris School of International Affairs (PSIA) à Sciences-Po et président de l'Institut Jacques-Delors. Européen convaincu, il avait mis en place, en octobre 2013, l'opération «Mare Nostrum» pour secourir les réfugiés en mer Méditerranée. Il appelle l'Union européenne à faire des migrants une question prioritaire. Un thème qu'il évoque aussi dans Faire l'Europe dans un monde de brutes (éd. Fayard, 2017), écrit avec Sébastien Maillard, le directeur de l'Institut.

Partout en Europe, les Etats prennent des mesures pour contenir l'arrivée de migrants. En France, un projet de loi contesté va être présenté au Parlement en février. Ce repli vous inquiète-t-il ?

Les choses ont beaucoup changé en Europe ces

cinq dernières années. En octobre 2013, plus de 600 personnes avaient péri dans le naufrage de deux embarcations au large de Lampedusa et entre la Sicile et Malte, suscitant une vive émotion. Ces drames ont ouvert une fenêtre pour agir et permis au gouvernement, que je présidais, de lancer Mare Nostrum, qui a sauvé 100 000 personnes en Méditerranée. En cinq ans, dans mon pays, on est passé de cette opération humanitaire d'envergure à des accords avec des milices libyennes qui mènent des actions violentes pour empêcher les migrants de venir en Europe. Les opinions publiques se sont crispées.

En 2011-2012, dans les sondages réalisés en Italie, la question migratoire était considérée comme une priorité par seulement 2 % des gens. Aujourd'hui, c'est la préoccupation numéro 1 de 35 % des sondés !

Les images de la «jungle» de Calais, de Lampedusa, des agressions de Cologne, ont eu un impact considérable. Les gens ont le sentiment que les Etats ne maîtrisent plus rien sur la question des migrants. Les partis extrémistes en font leur miel. Ils sont arrivés au pouvoir en Autriche, et ont remporté beaucoup de sièges au Bundestag en Allemagne. Le Brexit a gagné au Royaume-Uni. C'est sur ce dossier des migrants que va se jouer le devenir de l'Union.

Que faire pour éviter que la question des migrants ne provoque l'éclatement de l'UE ?

Il faut inverser la problématique : au lieu de faire des migrants un sujet de division, l'Europe doit au contraire utiliser ce dossier pour faire avancer sa construction. C'est vraiment LE sujet sur lequel il faut davantage d'Europe. Le Premier vice-président de la Commission européenne devrait être le «Monsieur Migrants» de l'UE.

Montrons aux opinions publiques que la situation des réfugiés n'est pas hors de contrôle. Il faut, whatever it takes [quoi qu'il en coûte], une nouvelle donne courageuse en matière migratoire. L'équivalent de ce que le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a fait en 2012 pour la crise économique et financière, après quatre ans de tergiversations et de renvois de responsabilités. Un moment similaire est nécessaire pour répondre à la crise des réfugiés.

Il y a cinq ans, si on avait organisé les choses, si on avait fait des corridors humanitaires sur le modèle de ceux récemment mis en place et financés par la communauté de Sant'Egidio [une ONG proche du Vatican, ndr] et l'Eglise Vaudoise [une petite Eglise protestante implantée dans le nord de l'Italie] - qui ont concerné 1 000 réfugiés -, on n'aurait pas donné aux Européens cette impression de chaos avec un million de réfugiés sur la route des Balkans.

On sait pourtant que 90 % des migrants illégaux sont arrivés en Europe par avion, avec des visas touristiques. Mais ce qui crée l'émotion, ce sont les migrants qui débarquent sur nos côtes après avoir traversé la mer. Le bateau donne cette impression d'invasion.

L'opération «Sophia», davantage militaire, a remplacé Mare Nostrum en Méditerranée. Est-ce satisfaisant ?

Quand Mare Nostrum a été bloquée, pour des raisons politico-électorales (on avait insinué en Italie que l'opération provoquait un «appel d'air»), les arrivées ont continué. Aujourd'hui encore, je suis attaqué par les partis populistes

italiens qui me désignent comme «celui qui a appelé les migrants». L'arrêt de Mare Nostrum a été un désastre. Il n'y avait plus rien. Sophia, c'est quelque chose mais ce n'est pas suffisant. Je plaide pour un «Sophia++». On est le continent le plus riche de la planète, on peut mettre de l'argent européen sur les opérations de sauvetage en mer. Il faut le faire, point. Il en va des valeurs européennes.

Que faut-il changer, au sein de l'UE, sur l'accueil des réfugiés ?

Je conteste le principe clé du règlement de Dublin qui stipule que les réfugiés doivent déposer leur demande d'asile dans le premier pays par lequel ils sont entrés dans l'UE. Les pays d'arrivée [Italie, Grèce, ndlr] se retrouvent ainsi à avoir la responsabilité des migrants. Mais ceux-ci ne veulent pas rester là, ils veulent aller vers le nord.

Ces déséquilibres dictés par la géographie sont source de discorde entre les Etats. Les pays du Nord reprochent aux pays du Sud de ne pas faire leur boulot pour contenir les migrants. Et ceux du Sud dénoncent la volonté des Etats du Nord de se défaire sur eux.

Mon expérience de Premier ministre est pleine d'amertume sur ce dossier. Quand est arrivé le naufrage de Lampedusa, j'ai recherché la solidarité européenne pour mettre en place Mare Nostrum. On m'a répondu que c'était «un problème italien». Je disais à nos partenaires européens : «Si vous me laissez seuls face à ce problème, vous en subirez aussi les conséquences.» Et le problème est effectivement devenu européen quand les réfugiés ont ouvert la voie balkanique.

Quelle serait l'alternative au règlement de Dublin ?

Il faut d'abord aller vers un système qui donne au migrant le choix du pays où il veut demander son statut de réfugié. Un choix qui serait motivé par des raisons familiales : «Je veux aller dans tel pays car mon frère, un cousin ou un oncle y vit déjà.» Ceux qui n'ont pas de liens familiaux seraient répartis équitablement entre les Etats membres. Il y a ensuite les mineurs isolés. Il faut créer une «task force» européenne pour s'occuper d'eux. Enfin, il faudra vérifier rigoureusement que les entrants n'ont pas de liens avec des organisations terroristes.

Les pays de l'UE parlent de l'accueil des réfugiés mais jamais des migrants économiques...

Il faut pourtant séparer les deux. Une des raisons pour lesquelles l'Europe a échoué sur le dossier, c'est parce qu'on n'a pas été capable de les dissocier. A la fin de la première vague migratoire en Allemagne, en 2015, on parlait des Syriens, mais en réalité il y avait aussi beaucoup de Kosovars, d'Albanais, de Moldaves qui ne relevaient pas du droit d'asile. Ça a fini par faire craquer le système.

La distinction est aussi importante pour des raisons politiques. La moitié des réfugiés arrivés en Europe ces trois dernières années sont le résultat des guerres ratées de l'Occident : l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie. On réalise la responsabilité de l'Europe et de l'Occident vis-à-vis des migrants venant de ces pays.

Que faire des migrants qui demandent

l'asile et qui sont déboutés ?

Ils doivent naturellement être traités comme des migrants économiques. Le vrai problème, c'est qu'il n'existe que deux voies d'accès à l'Europe. Ou bien l'asile, ou bien l'entrée illégale. Donc tous les migrants cherchent à rentrer en tant que demandeurs d'asile, et deviennent clandestins s'ils sont déboutés.

Vous plaidez donc pour une troisième voie, un accès légal pour les migrants économiques ?

Absolument. Avec des quotas. Sur la question des migrants économiques, j'ai toujours défendu une politique à la canadienne. C'est-à-dire la délivrance de visas selon un système de répartition par nationalité. Au Canada, l'idée est de choisir une multitude de pays d'origine, mais avec des petits quotas, ce qui permet une meilleure intégration.

Ces quotas seraient-ils calculés en fonction des besoins économiques des pays d'accueil ?

Il faudrait ouvrir un débat entre les pays membres. Malheureusement, l'Europe n'est pas mûre. C'est plutôt la peur qui domine. Il faut donc placer cette réflexion dans une perspective de moyen ou long terme. Mais on doit la garder à l'esprit. Si dans les cinq prochaines années, l'UE n'a pas tranché sur ces questions, c'est le populisme antimigrants qui va gagner.

La majeure partie des pays de l'Est refusent tout accueil. Pour avancer sur une politique européenne de l'immigration, va-t-il falloir une UE à deux vitesses ?

On s'est aperçu que ce qu'on croyait exister, l'esprit européen, n'existe pas. Sur ces sujets, l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, ne pensent pas de la même façon. On fait semblant de ne rien voir depuis quinze ans. On ne s'est réveillé qu'avec le blocage sur le système des quotas. Quand j'ai vu le recours que la Pologne a présenté pour soutenir la Hongrie dans son refus d'accueillir les migrants, j'ai été frappé : juridiquement, il invoquait la légitimité de la défense de l'«homogénéité de l'ethnie». Aucun des pays fondateurs de l'Europe n'aurait imaginé énoncer un tel argument !

Cela va plus loin qu'un simple différend politique... Il y aura naturellement une Europe à deux vitesses. On ne peut pas continuer comme ça. Il faut faire passer l'idée que l'Europe n'est pas un supermarché de la solidarité, dans lequel on pourrait prendre les fonds structurels européens, mais laisser le reste.

Il y a un deuxième sujet qu'on a complètement sous-estimé, c'est le poids du passé. La gestion des quotas de relocalisation a été maladroite. Et ils ont été perçus dans l'opinion publique des pays de l'Est comme un écho aux discours de Moscou pendant la période soviétique, quand on les obligeait à prendre des Ukrainiens, des Sibériens, etc. Cela a été facile pour les partis populistes de dire «Bruxelles, c'est Moscou».

La France a commencé à installer des «hotspots» au Niger et au Tchad pour pré-examiner les demandes d'asile des réfugiés les plus vulnérables signalés par le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés. Y êtes-vous favorable ?

Cette coopération avec les pays tiers, qui permet aux réfugiés d'éviter un voyage périlleux, doit devenir une politique européenne. Mais tout cela ne peut fonctionner que s'il existe deux voies d'accès parallèles : la demande d'asile et la demande de visa économique. Sinon, il ne reste que la voie d'accès illégale, celle qui agace l'opinion publique.

Pour contenir les migrants, les Européens négocient des accords avec des pays tiers, comme la Turquie ou certains pays d'Afrique. Qu'en pensez-vous ?

J'ai été très critique sur l'accord avec Ankara. L'accord turc est un cas d'école de ce qu'on ne doit pas faire. On a monnayé avec des personnalités qu'on devrait tenir à l'écart de la gestion d'une crise humanitaire.

Les accords du Touquet, qui confient à la France le contrôle de l'entrée des migrants au Royaume-Uni, peuvent-ils tenir après le Brexit ?

La conséquence naturelle du Brexit serait de «changer la frontière». Les contrôles reviendraient de nouveau aux Britanniques. Ils doivent comprendre que sortir de l'UE a des conséquences. Cela doit être clair, sinon on accredit l'idée que l'UE est une boutique dans laquelle on entre ou on sort en fonction de ses intérêts. Je pense que les Britanniques ont commis leur plus grande faute de ce siècle.

Laurent Joffrin , Tonino Serafini , Célian Macé



V) Facebook va hiérarchiser les sources d'informations "fiables"



Facebook va commencer à établir un classement hiérarchique des sources d'informations "fiabiles" dans le flux des messages postés sur ses réseaux, le groupe voulant par là lutter contre le "sensationnalisme" et la "désinformation", a dit vendredi Mark Zuckerberg, P-DG du géant d'internet. /Photo d'archives/REUTERS/Michael Dalder

SAN FRANCISCO (Reuters) - Facebook va commencer à établir un classement hiérarchique des sources d'informations "fiabiles" dans le flux des messages postés sur ses réseaux, le groupe voulant par là lutter contre le "sensationnalisme" et la "désinformation", a dit vendredi Mark Zuckerberg, P-DG du géant d'internet.

L'entreprise, qui compte plus de deux milliards d'utilisateurs mensuels, entend avoir recours à des enquêtes pour déterminer le degré de fiabilité des sources d'informations, ajoutant qu'elle mettrait l'accent sur les sources locales.

L'initiative de Facebook est susceptible de bouleverser le paysage médiatique dans presque tous les pays de la planète étant donné l'omniprésence du plus grand réseau social mondial et son rôle central dans la diffusion d'informations.

Mark Zuckerberg, qui avait déjà annoncé son intention de lutter contre la désinformation dans la foulée de la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de novembre 2016, a annoncé cette hiérarchisation sur un message posté sur Facebook.

Il a précisé que dès la semaine prochaine le fil d'actualités de l'entreprise, pièce maîtresse de Facebook, donnerait la priorité aux "nouvelles de bonne haute qualité" au détriment de sources moins dignes de confiance.

"Il y a trop de sensationnalisme, de désinformation et de polarisation dans le monde d'aujourd'hui", écrit Mark Zuckerberg.

"Les réseaux sociaux permettent aux gens de faire circuler les informations plus vite que jamais et si nous ne nous attaquons pas spécifiquement à ces problèmes, nous finissons par les amplifier", poursuit-il.

Lors de l'élection présidentielle américaine de 2016, Facebook avait été vivement critiqué pour avoir toléré la publication d'une grande quantité de fausses informations avant le scrutin.

La société a également pris à partie par des élus républicains en 2016, estimant qu'elle supprimait des informations susceptibles d'intéresser des lecteurs conservateurs.

En septembre, Mark Zuckerberg avait noté que Donald Trump comme les opposants de gauche du président américain avaient été agacés par les idées et les commentaires propagés sur le réseau social durant la campagne électorale.

Facebook a précisé que les changements qui entreront en vigueur la semaine concerneront non seulement les liens postés par les organes de presse mais aussi les informations partagées par les utilisateurs.

Mark Zuckerberg a dit anticiper une baisse de 20% des informations circulant sur Facebook, ces dernières ne devant ainsi représenter plus qu'environ 4% du contenu total du réseau social contre 5% actuellement.

Il a ajouté que, pour établir le classement en termes de fiabilité, Facebook avait fini par adopter l'idée d'enquêtes menées auprès des utilisateurs du réseau social après avoir rejeté la possibilité

d'une hiérarchie définie par ses propres soins.

"Nous avons décidé que la méthode la plus objective était de demander à la communauté de déterminer quelles sources étaient les plus fiables", a dit Mark Zuckerberg.

Benoit Van Overstraeten pour le service français

reuters.com



VI) Pendant une semaine, j'ai suivi l'actu avec RT France (et rien d'autre)

Thomas Deslogis

À quoi ressemble le monde du point de vue de la chaîne du Kremlin?



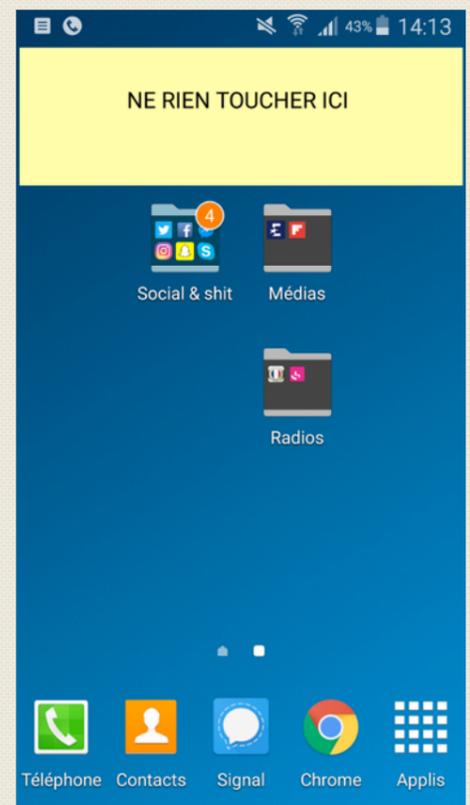
Capture Russia Today

Disons-le d'emblée: le fait de ne regarder qu'une seule chaîne de télévision et de se cantonner à cette unique source d'information toute une semaine durant n'est pas ici présenté comme étant le moyen idéal pour s'en faire une idée juste. Au contraire. Quelle que soit cette source, la saturation arrive vite et les limites de la ligne éditoriale en question se font ressentir bien plus vivement qu'à la normale. Des limites qui, cependant, apparaissent ainsi plus nettement, plus violemment même.

Voilà la raison d'être de l'expérience qui suit et qui n'a bien sûr rien, mais alors rien de scientifique. Vivre les limites de Russia Today, le média dit d'influence qui vient d'ouvrir ses portes en France. Lister, à défaut de comprendre, ce dont RT parle et comment ces choses sont traitées. Le tout du point de vue bien spécifique d'un Français pas très porté sur le conservatisme et à la plume loin d'être académique. Une subjectivité qui se fonde dans une autre en somme. Une analyse romantique d'enjeux de société majeurs. Ça nous manque, le romantisme. J'en sais quelque chose: j'écris cette introduction une fois ma semaine avec RT comme unique source d'information terminée.

J-1, dimanche 14 janvier 2018 - Préparatifs

Je me prépare comme pour un voyage, en Russie ou ailleurs. Télécharger un nouveau navigateur internet d'abord, pour éviter les réflexes tels que taper la lettre T puis Entrée en un coup de doigts réflexe et me retrouver devant Twitter et ses infos venues de partout. Le téléphone ensuite. Toutes les applications, dont je désactive les notifications, qui sont liées à l'actualité de près ou de loin sont empilées dans un dossier à part et à ne pas toucher: les réseaux sociaux, les journaux, les radios, tout. Durant toute cette semaine RT only, mon téléphone ne servira qu'à une seule chose: jouer au poker. Je préviens les amis et, surtout, ma compagne. On prend ça comme un jeu mais les règles sont strictes: pas de radio ni de télé, sauf RT bien-sûr, jusqu'à vendredi minuit. Et ne rien me dire si elle lit quoi que ce soit lié à l'actualité. Cartes en main, la partie peut commencer.



Téléphone RT only

Jour 1, lundi 15 janvier 2018 - L'obsession Twitter

Drôle de réveil, silencieux. J'ai pour habitude d'allumer France Info avant même de m'extirper du lit. Café prêt, c'est parti: je mets RT France, il est 7 heures. Syrie et guerre civile pour commencer. Encore un attentat en Irak. Je me demande si c'est la première chose dont j'aurais entendu parler en suivant mes habitudes de consommation médiatique. Grève des gardiens de prison ensuite. À la façon de bien d'autres chaînes on insiste plusieurs fois et presque lourdement sur les penchants islamistes du détenu qui a attaqué trois matons dans le Pas-de-Calais la semaine dernière.

Interview d'un porte parole des grévistes en duplex. Depuis quelques jours les médias «dominants» en parlaient aussi pas mal, de cette histoire. De fait, on y entendait moins le point de vue des travailleurs que celui des pouvoirs publics. Mais la grève ne commence qu'aujourd'hui, peut-être entendrons-nous désormais un peu plus ces derniers, quel que soit le média. Peut-être pas.

On enchaîne avec les premières nouvelles de Russie. Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie, s'appête à donner une conférence importante: c'est sa dernière avant la fin du mandat de Vladimir Poutine, prévue en mars. Les mauvaises langues diront qu'il risque fort de retrouver sa place, à moins que l'éternel président décide de changer son cabinet. Mais à RT une élection est une élection et Poutine un candidat ayant autant de chance de perdre qu'un autre...

Plus anodins, ce sont les trois sujets suivants qui vont d'ores et déjà ancrer RT dans une ligne éditoriale sans ambiguïté, et donner à mon petit-déjeuner un arrière goût avarié. Les sujets: retour sur la polémique de la publicité raciste d'H&M, reportage sur une école anglaise voulant bannir la notion de genre, et supposée tentative de suicide d'un utilisateur de Twitter qui a posté une photo de lui sur un toit, un pied dans le vide. Les trois reportages ont ce point commun de se terminer sur un micro-trottoir de Parisiens jugeant l'affaire en question. Trois-quatre passants à chaque fois, une seule opinion. En gros: on en fait trop sur le racisme, outil du politiquement correct. Pareil pour la «neutralité» des genres masculin et féminin: on en fait trop. Et unanimement, les réseaux sociaux sont dangereux.

Un discours matinal en somme très poutinien (je n'en suis qu'à la première demi-heure de ma semaine), traditionaliste au possible, complètement assumé, à la limite du «Travail, Famille, Patrie». Le JT se termine sur une note qui se veut plus légère en donnant trois exemples de techniques d'hommes politiques pour ne pas répondre à des questions. Je coupe.

L'angle offensif du sujet sur les réseaux sociaux m'a laissé songeur. N'est-ce pas un peu grâce à eux que des médias «alternatifs» tels que Russia Today ont pu se créer un petit réseau d'influence populaire en France? Sur le site de RT France, de nombreux articles, suivant la mode générale, appuient leur propos à coup de tweets intégrés, ce micro-trottoir du web. Les réseaux sociaux peuvent-ils vraiment avoir un seul et unique parti pris?

Il faut croire qu'on ne change pas une équipe qui gagne. Le printemps arabe a servi de leçon et les régimes réactionnaires/autoritaires n'apprécient guère les réseaux sociaux. La moitié du temps, nous non plus, mais c'est justement ça qui est bien en démocratie. Ce n'est pas nous qui nous risquerions à une loi anti fake news, me dis-je en pouffant. Merde, je me RTise déjà ?

Durant la journée, les JT d'une demi-heure sont entrecoupés d'une autre demi-heure de bandes-annonces et d'extraits de documentaires nocturnes. Très, très majoritairement sur la guerre. Ici, là, partout.



Capture écran | Russia Today France

Pause. Ça va être une longue semaine. Quelques heures plus tard, je renonce à rallumer RT et préfère visiter le site. J'apprends qu'Alain Juppé quitte à moitié Les Républicains en déclarant ne plus payer sa cotisation annuelle, pour l'instant. OK. Et que «des identitaires organisent une marche aux flambeaux pour Sainte-Geneviève à Paris». La neutralité de cet article, principalement composé de vidéos de la petite manifestation co-organisée par Génération Identitaire (dont certains membres ont le salut nazi facile) me fait froid dans le dos.

<https://youtu.be/DUpXyxsXhKY>

Puis une petite bombe: Mathieu Gallet, le patron de Radio France, est condamné à un an de prison avec sursis pour favoritisme lors d'un appel d'offre quand il dirigeait l'INA. L'article le tacle à la gorge en précisant que Mathieu Gallet «avait rejeté la faute sur les équipes en place à l'INA». Je me doutais bien que celui à propos duquel tourne des rumeurs aussi grosses qu'une relation avec Macron himself ne serait pas ménagé par le site d'information russe. L'attaque n'est pas gratuite -un an de prison avec sursis pour copinage financier au sein d'une institution publique ce n'est pas rien- mais la dépêche reste relativement sobre.

De près ou de loin, outre un papier sur Cyril Hanouna (tiens, je croyais y échapper à celui-là durant cette semaine «alternative»). L'animateur assume inviter dans son show des femmes voilées (ah d'accord) «mais pas les cons», fin de citation; Macron va occuper l'essentiel du reste de la journée. Une polémique en bois sur l'AFP parlant de galette des rois «et des reines» (la question du genre, décidément...), un journaliste de RT refoulé de l'Élysée. Et des nouvelles du ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov qui, en pleine conférence annoncée ce matin, met un taquet au Président français, à propos des fake news. Je l'avais presque prédit celle-là. Je devrais envoyer mon CV à RT.

<https://youtu.be/R5XRBCbHgng>

Lavrov s'interroge sur ce projet de loi tout en notant un «parti pris» du gouvernement contre des médias tels que... Russia Today! On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Le journaliste interdit d'accès à l'Élysée fait tâche, ou tombe bien, c'est selon. N'empêche, ça fait tâche. En parlant de médias politiques et de partis pris, voilà qu'on mentionne les débuts de «Le Média», la chaîne mélenchoniste réservée au web. L'occasion pour RT de consacrer plus la moitié de l'article à la défiance des français envers les médias traditionnels...

Je lâche un peu, bouquine, termine un travail, poker. N'avoir qu'une seule source d'information est particulièrement anxiogène, surtout pour un journaliste, et surtout quand cette source est si nettement anglée. Je m'attendais à ce que j'ai vu aujourd'hui. Mais je ne m'attendais pas à ce sentiment: l'isolement.

Vient la nuit. Viennent les reportages sur toutes les guerres et toutes les catastrophes humanitaires du monde: Syrie, Irak, Yemen, Ukraine, Tchad, Palestine... La semaine va être longue.

Jour 2, mardi 16 janvier 2018 - Naissance d'un soupçon

Macron est à Calais. Dès 7 heures ce mardi, RT en profite pour enchaîner les reportages et micro-trottoirs sur le sujet. Pauvres migrants, pays ingrat. Pas faux. Réducteur mais pas faux. Le choix du pathos. La grève des matons continue, blocages à coup de pneus brûlés. Pays ingrat. Le gouvernement allemand se forme enfin, ça vaut bien un micro-trottoir. Je découvre que sur cinq parisiens, quatre pensent que Merkel devrait quitter le pouvoir. Le cinquième, lui, la compare à Macron.

Tant qu'à parler de lui, évoquons son ministre de l'Économie, ça revient au même. Le sujet commence par un bout de citation de Bruno Le Maire: «Pas de nouvel impôt». Je m'en souviens, c'était la semaine dernière. Il parlait de la taxe d'habitation, dont la suppression, assurait-il, ne

serait pas compensée par un nouvel impôt. Eh bien figurez-vous qu'un nouvel impôt vient d'apparaître. Au 1er janvier en fait, sans rapport aucun avec la taxe d'habitation, mais ne chipotons pas. Il s'agit d'une taxe pour financer les secours et autres réparations lors des inondations. C'est vrai qu'on ne l'attendais pas. À la toute fin du sujet, une fois que ce fourbe de Le Maire en a pris pour son grade, on glisse discrètement que l'impôt est du fait de Hollande mais qu'il ne passe en vigueur que cette année. Pas le temps de niaiser, sujet suivant!

On mentionne brièvement Jérusalem. Puis le Yemen -«sur RT nous en parlons» précise la présentatrice du matin Samantha Ramsamy, surfant ainsi sur la récente vague d'indignation quant au traitement médiatique très pauvre de la crise humanitaire qui s'y déroule. «Les premières victimes, ce sont les enfants». Pas faux. Le choix du pathos. Je coupe.

Durant la journée les news publiées sur le site oscillent entre Macron et les migrants, Mélenchon qui ne veut pas faire de la Russie «une ennemie», la réouverture de l'affaire Macron, pardon, de l'affaire Richard Ferrand, ce «soutien de la première heure d'Emmanuel Macron», et enfin la condamnation du parti de l'exilé catalan Carlos Puigdemont pour une histoire de financement illégal. La routine.

Je me prépare psychologiquement à passer la soirée devant ce que RT me proposera (la guerre, donc) lorsque ma compagne rentre avec une crève pas possible. Changement de programme, je ne peux me résoudre à lui infliger ça. Avant d'aller chercher des pizzas à déguster sous la couette devant le nouveau Blade Runner (que la crève soit louée!), je monte au dernier étage de l'immeuble pour payer la facture d'eau à nos propriétaires. Faute grave. Tandis que je discute avec le vieux couple dans leur salon, une chaîne d'information, qui n'est pas Russia Today, bien-sûr, déblatère dans mon dos. J'en transpire presque, n'envisage évidemment pas de leur demander d'éteindre leur télévision pour d'obscures raisons professionnelles, et ne peux finalement pas m'empêcher d'entendre parler de la Catalogne. Rien de surprenant me dis-je, sur RT aussi on parlait de Puigdemont aujourd'hui. En quittant l'appartement je m'étonne d'entendre, juste après le sujet sur Catalogne et sur la même chaîne, un air des Cranberries. Pas banal.

Avant de me coucher je remarque, sur le compte Twitter de RT, un nouvel article contre... Twitter. On y apprend que des employés du réseaux social se sont fait «caméra piéger» alors qu'ils confiaient avoir accès aux messages privés des utilisateurs et revendre ces messages à des annonceurs. «J'ai vu plus de pénis que j'aurais voulu en voir dans ma vie» dit l'un d'entre eux. Je me demande comment les autres médias traitent cette nouvelle. Certainement pas en mettant cette citation en avant. Certainement pas. Qu'est-ce que j'en sais. Poker.

Jour 3, mercredi 17 janvier 2018 - Anges déchus

Son rhume la terrasse, ma compagne a pris sa journée. Le petit-déjeuner est donc plus lent et, en ce début de troisième jour de vie en laboratoire médiatique, cette décontraction inattendue me démotive complètement. Je n'ai pas envie d'allumer RT, je n'ai pas envie de voir ces reportages aux tons qu'on devine par avance, à la sentimentalisation des drames et à la propagande à peine déguisée. Je suis de mauvais poil, peut-être. Je dirais la même chose de toute autre chaîne d'information. sûrement.

Je m'y colle. Puidgemont veut gouverner de Bruxelles, ça paraît compliqué, on est tous d'accord. Grève des matons, encore. Mais le vrai sujet du matin arrive: Twitter, encore. Deux reportages, des extraits des fameuses vidéos des employés qui expliquent pouvoir accéder aux messages direct et censurer ceux qui sont politiquement incorrects, des avis d'experts webcam. OK. Vu de Russia Today, Twitter est définitivement le mal absolu. Ce n'est pas tant le réseau social qui semble être la cible privilégiée que les individus à sa tête. La Silicon Valley, ce paradis des riches, ce symbole de l'inégalité à l'américaine.

Le court extrait mis en ligne (voir ci-dessous) met en exergue une autre raison qui pousse RT à déprécier Twitter: le déréférencement, le filtrage d'informations et de médias à la Facebook. Un guide de survie permettant de rester en contact avec RT a même été publié sur le site.

<https://youtu.be/uAwjYLR4hao>

À l'heure du déjeuner je propose de mettre RT. Documentaire sur les camps de concentration. Le repas passe mal. Au bout de cinq minutes ma moitié me rappelle qu'hier soir elle s'est endormie à la fin de Blade Runner. Fin que j'accepte volontiers de revoir. Le repas passe mieux.

À part pour manger elle est clouée au pieu. Je sors lui acheter des médocs et en profite pour faire quelques courses. Mais dès que je pénètre dans le supermarché la musique me paralyse: «Zombie» des Cranberries. Je pourrais me contenter de croire en ces fameux petits hasards qui font un vieux souvenir revenir plusieurs fois sur une courte période alors qu'il était enterré depuis un bail. Mais je ne crois plus au hasard, je regarde Russia Today moi, la chaîne où tout fait sens. Et je me rappelle soudain que lundi soir, ma compagne avait poussé un petit cri d'étonnement en lisant quelque chose sur son téléphone. «Qu'est-ce qu'il y a ?», dis-je. «Je peux pas te le dire, c'est une actu.»

Elle parlait des Cranberries, j'en suis soudainement certain. Un des membres morts, quelque chose comme ça. Ça meurt beaucoup côté musique en ce moment. Mais pourquoi RT n'en parlerait pas ? Je remarque que le site ne contient aucune rubrique Culture. Cette découverte tardive me plonge immédiatement dans une micro-dépression. Pas de rubrique Sport non plus. Pour moi qui aime presque autant Cavani que Rimbaud, cette réunion d'anges déchus a finalement quelque chose de réconfortant.

De Mathieu Gallet par contre, on (re)parle, que ce soit sur le site ou sur la chaîne. Il refuse de démissionner. L'article en ligne précise, en guise d'explication possible à cet entêtement, le projet du patron de la Maison Ronde de créer «une holding regroupant Radio France et France Télévisions avec un dirigeant unique». La France n'a décidément aucune leçon à donner à ceux qui aime concentrer les pouvoirs me dis-je, comme sous influence, en lisant cette phrase. Aucune leçon, non plus, à donner à ceux qui se moquent des référendums et de leurs propres promesses: le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est abandonné. RT en vient même à citer le PS, qui parle de «déli de démocratie». Les ennemis de mes ennemis...

Puis on parle de Twitter, encore. Sur le site un article particulièrement piquant est consacré à Manuel Valls qui a «liké» la nouvelle une de Valeurs Actuelles, une sur «Le tribunal des bien-

pensants» que je découvre pour l'occasion. Comme quoi, quand on veut épingler quelqu'un, Twitter est une arme comme les autres, même chez RT.

Jour 4 - jeudi 18 janvier 2018 - Histoire d'O'

Je n'arrête pas de penser aux Cranberries. Voilà des années que je n'ai plus rien écouté d'eux, mais le groupe a dans mon cœur une place particulière. Adolescent, avant internet, je n'avais que trois CD à moi, CD que j'écoutais, fort logiquement, en boucle. Prose Combat de MC Solaar, un best-of de Louis Armstrong, et No Need to Argue des Cranberries d'où est extrait le fameux «Zombie» mais qui, je l'assure donc du haut de ma parfaite connaissance de l'album tout autant que de mon inévitable nostalgie, est superbe de bout en bout.

Le médecin a donné une journée supplémentaire à Madame, toujours collée au lit. Dans le salon j'en profite, en écrivant ces lignes, pour me mettre l'album en entier, dans des écouteurs pour ne pas être soupçonné de soupçonner. Magnifique. J'imagine, presque la larme à l'œil, que c'est elle, la chanteuse, qui est morte. Je ne peux même pas aller vérifier son nom, qui m'échappe, de peur que Google ou Wikipédia m'informent de son décès. Je me souviens qu'elle s'appelle «O'» quelque chose, à l'irlandaise. Mais dans ce monde où je suis immergé, O' n'a pas de nom, O' n'existe pas. Je m'emballe. O' est peut-être vivante et tout cela le fruit de mon imagination. C'est que je deviendrais presque complotiste...

Ce matin Russia Today a principalement parlé d'elle-même. Il faut dire que rares sont les médias qui font l'objet de débats à la Commission européenne. Un reportage vient ensuite rappeler que le journaliste de RT qui s'est récemment vu refuser l'accès à l'Élysée n'était pas le premier. Pourtant, les deux employés du média russe ont une carte de presse. Pour le coup, je me range du côté de RT. La carte de presse est au-dessus du média, un journaliste est un journaliste, bon ou mauvais, objectif ou non. L'Élysée se comporte ici comme le Kremlin. De fait.

Macron continue d'ailleurs à en prendre pour son grade. Sortie d'un «livre choc» signé d'un journaliste de L'Obs dont le titre ne pouvait que plaire à RT: «Les Intouchables d'Etat, bienvenue en Macronie». Accord creux avec la Grande-Bretagne sur les migrants, etc. Il y a là quelque chose de constant. La Russie aussi c'est constant. Après avoir parlé d'avions de chasse atterrissant sur une autoroute (!) de la région de Rostov (à la frontière ukrainienne), RT relate les propos pour le moins belliqueux du ministre russe des affaires étrangères (qui m'apparaît de plus en plus comme un porte-parole gouvernemental de la chaîne) à propos d'une nouvelle loi ukrainienne (décidemment) sur sa propre souveraineté, loi que Lavrov interprète tout simplement comme «une préparation pour une nouvelle guerre». Et moi qui m'inquiétais pour les Cranberries...

<https://youtu.be/HPM9gFn5kJc>

Et moi qui, soudain, me réjouis de voir RT parler de porno. Juste après la fausse alerte au missile à Hawaï la semaine dernière, Pornhub a enregistré une hausse extraordinaire de visites. Vive l'humanité. Le court article n'a aucun mauvais mot pour la pornographie. J'éprouve de la satisfaction en le lisant. Presque de la fierté. RT et moi ne faisons plus qu'un. En revanche, une interrogation: pourquoi les articles ne sont jamais signés?

Madame s'endort à l'instant même où l'épisode

je-ne-sais-pas-combien de Black Mirror se termine. Dystopie pessimiste à deux balles... J'allume RT. Un doc sur la guerre. J'éteins RT. Poker. Je deviens bon.

Jour 5, vendredi 19 janvier 2019 - Fabienne Sintes et les zombies

Dernier jour de l'expérience! Grève des matons, encore et toujours. Fabienne Sintes me manque. Je ne sais pas bien pourquoi mais c'est d'abord à elle que je pense en me retrouvant dès le réveil face aux présentateurs/trices de RT. Bruce Toussaint, que je n'ai pas écouté depuis lundi, m'a pourtant agréablement surpris depuis qu'il a remplacé Sintes à la tête de la matinale de France Info. Mais que voulez-vous, une voix avec laquelle vous vous réveillez chaque matin ça ne s'oublie pas comme ça, surtout quand vous appréciez particulièrement la chaleur de son timbre à la nonchalance maîtrisée.

J'ai du mal à imaginer qu'on puisse être accompagné chaque jour par les voix hésitantes et les corps rigides que RT propose. Dora Abdelrazik qui se charge de la matinale pour la première fois de la semaine, a la bouche pâteuse et s'emmêle constamment les pinces. En règle générale, les JT de RT ressemblent à des exercices d'étudiants en journalisme. Cet amateurisme formel qu'on retrouve également dans les reportages ne cesse de me surprendre. Preuve en est que Russia Today est à ce point isolée dans le paysage français qu'y participer en tant que journaliste fait bien trop tâche pour que les meilleurs, ou juste les bons, ne s'y risquent.



Dora Abdelrazik, présentatrice de la matinale. | Capture Russia Today

Et en même temps, comme dirait le Roi, j'imagine mal Fabienne Sintes introduire trois reportages de suite se servant de différents sujets (l'Ukraine, Erdogan contre les Kurdes et l'union des deux Corée aux J.O) pour affirmer à chaque fois et le plus clairement du monde que les USA font n'importe quoi et que la Russie n'est pas assez considérée dans son rôle de gendarme du monde. Le tout avec -à chaque fois!- des spécialistes interviewés par webcam pour confirmer les propos.

Ces journalistes sont des zombies, me dis-je en passant de la télévision à l'écoute des Cranberries alors qu'une quatrième interview webcam commence. Puis les Pink Floyd. Il me faut bien trois albums avant de pouvoir rallumer RT. Magali Forestier, qui s'occupe des JT de l'après-midi, est clairement plus expérimentée et posée que ses collègues matinaux. Elle est passée par BFM et iTélé. J'imagine mal une carrière qui se déroulerait dans le sens inverse. «Guerre froide», annonce t-elle pour le goûter. Entre la Turquie, soutenue par les Russes et les USA, qui soutiennent les Kurdes. Vu comme ça, en ce moment, c'est guerre froide entre les USA et le monde entier. À moins que ce soit entre la Russie et le monde entier.

Ou bien s'agit-il d'une véritable guerre froide à la vietnamienne. Ça se tient aussi. Non décidément, je m'y perds. Le Pape a fait ceci et cela.

